

REFAIRE LA GRANDE EUROPE

Jacques Delors | Président-fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Président-fondateur Jacques Delors formule des analyses et recommandations sur la crise européenne dans une interview publiée par le journal portugais *Público* le 16 juin 2013 et réalisée par Teresa de Sousa. Il prend position sur les raisons de cette crise et sur les mesures prises pour y faire face. Il se prononce ensuite sur les relations franco-allemandes, la situation de la France, du Royaume-Uni et du Portugal. Il évoque enfin le rôle des institutions européennes durant la crise, et notamment de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne.

S'il était possible de revenir cinq ans en arrière, aurions-nous pu prévoir l'ampleur de la crise européenne ?

Il y a deux éléments dans cette crise. D'une part, une crise financière mondiale. Nous vivions dans un climat néolibéral, débordant d'optimisme, et nous pensions que tout était possible avec l'argent-roi. Pourtant, cette situation devait évidemment avoir une fin. D'autre part, une mauvaise gouvernance de l'euro. Là aussi, la crise était prévisible car nous n'avions pas les armes nécessaires pour résister à une telle tempête. Ces deux éléments se sont conjugués, crise financière internationale et mauvaise gouvernance de l'euro.

Cette crise n'est-elle que le résultat d'une mauvaise gouvernance de l'euro ou, au contraire, a-t-elle des causes plus profondes ? N'est-elle pas aussi liée au rééquilibrage des rapports de force au sein de l'Europe ?

Si je dis qu'il y a une crise de gouvernance de la zone euro, c'est parce que depuis la création de la monnaie unique, avec le fameux Pacte de stabilité et croissance, nous avons accepté qu'à un moment donné, l'Allemagne et la France ne respectent pas les critères. Et ensuite, nous avons laissé faire alors que les pays s'endettaient trop et que certaines banques faisaient des folies. À aucun moment, l'Eurogroupe n'a levé le petit doigt pour essayer de stopper cette spirale négative. C'est pour cela que je dis que les gouvernements sont tout autant responsables. Ils ont profité de la stabilité de l'euro et de la faiblesse des taux d'intérêt pour faire des folies, au niveau du budget des États ou des banques. Certains pays subissent une crise profonde, essentiellement due à leur surendettement, comme le Portugal ou la Grèce.

Mais cette situation est aussi la conséquence de la folie des banques, comme on le voit en Irlande et en Espagne.

Le remède pour sortir de la crise, prescrit à Berlin, ne produit pas de très bons résultats. Les pays du Sud ont plongé dans une récession sévère qui s'étend maintenant aux pays du Nord. Le chômage est trop élevé.

J'ai déjà mentionné les raisons qui nous ont entraînés dans cette situation difficile. En premier lieu, ce sont les excès du libéralisme financier et des banques ; en deuxième lieu, une gouvernance défailante de la zone euro et, en troisième lieu, des pays qui se sont endettés au-delà du raisonnable. Je tiens à ajouter sur ce dernier point que, même si l'Europe faisait des miracles, rien ne pourrait empêcher les peuples de payer les erreurs de leurs gouvernants. En outre, nous ne payons pas seulement la mauvaise gestion de l'euro, mais aussi un délai de réaction trop long, dû notamment aux atermoiements de la chancellerie allemande. Elle a trop hésité entre 2010 et 2011. Ce n'est qu'à partir de 2011 et 2012 qu'elle a pris conscience que l'incendie progressait et qu'il fallait entrer dans une nouvelle phase qui permette aux pompiers d'agir. Pour contrôler l'incendie, mais rien de plus.

Il reste encore beaucoup à faire ?

Oui. Et puisque nous sommes au Portugal, un pays qui souffre beaucoup, où le chômage des jeunes s'envole, où des entreprises ferment, ce qui importe aujourd'hui c'est que les efforts qui doivent être faits ici soient soutenus par un mouvement de stimulation de la croissance venu de l'Europe. Je reprendrais la formule lapidaire de notre ami malheureusement décédé Tommaso Padoa-Schioppa [ancien ministre italien et président de *Notre Europe* - Institut Jacques Delors de 2006 à 2010] : « Aux

États la rigueur, à l'Europe la croissance ». Or à présent, il ne suffit pas d'envoyer un message d'espoir ; ce qu'il faut faire, c'est mettre tous les moyens de l'Europe au service de la stimulation des économies, et ce rapidement, sans perdre de temps en procédures administratives inutiles. Par exemple, il faut permettre une utilisation plus rapide des fonds de cohésion. Un pacte européen pour la croissance et l'emploi de 120 milliards d'euros a déjà été adopté, il faut l'appliquer. Cela inclut les prêts de la BEI, et j'espère par ailleurs que la mise en œuvre du programme d'aide aux jeunes, dit « garantie européenne pour la jeunesse », sera rapide et déterminée. La situation est très dure, des parents sont obligés d'aider leurs enfants, la consommation est en berne. Face à cela, il est nécessaire que l'Europe fasse un geste fort et concret. Si l'Europe s'engage sur la voie de la croissance, il sera plus facile de parvenir à un ajustement budgétaire plus supportable pour les peuples.

Après son élection, le président Hollande a tenté d'ajouter un volet de soutien de la croissance à la stratégie européenne de lutte contre la crise. Pourtant, ses tentatives n'ont pas donné de grands résultats.

Lorsqu'un gouvernement national est face à une urgence, si son administration est efficace, il peut réagir rapidement. En revanche, la mauvaise gouvernance de l'euro et les règles administratives [de Bruxelles] ralentissent excessivement l'action européenne. Les belles paroles ne suffisent pas, les peuples souffrent trop et commencent à s'inquiéter, y compris dans les économies les plus solides. Ils veulent voir des gestes concrets de la part de l'Europe, que les choses s'accélèrent. S'il y a un trésor de 120 milliards, il faut le casser avec une hache et ouvrir le coffre.

Le président Hollande et la chancelière Merkel ont récemment signé une déclaration conjointe, cherchant ainsi à surmonter leurs divergences. Qu'en pensez-vous, sachant que l'Europe ne fonctionne pas si Paris et Berlin ne s'entendent pas ?

Laissez-moi vous expliquer ma philosophie de la gestion de l'Europe. L'alliance franco-allemande est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Lorsque je présidais la Commission, je peux vous assurer que l'Espagne ou le Portugal étaient des pays qui pesaient sur les décisions. Aujourd'hui, tous les pays doivent à nouveau pourvoir faire entendre leur voix. Il faut que le Premier ministre portugais, quand il revient de Bruxelles, puisse dire : je ne me suis pas seulement soumis à un traitement

difficile, j'ai participé aux décisions en vertu du partage de souveraineté. Nous ne pouvons plus donner une image de l'Europe comme celle que renvoyaient Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Il faut que chaque pays prenne part aux décisions et entretienne la fierté de son peuple.

Votre philosophie est peut-être parfaite mais, ces derniers temps, la réalité est toute autre.

Ce n'est pas une raison suffisante pour que je renonce à mes idées. Car elles ont marché.

Absolument. Mais de nos jours, l'Europe ne peut rien décider contre la volonté de l'Allemagne. C'est une évolution majeure. Comment considérez-vous ce nouveau pouvoir de l'Allemagne ?

Le fait que la majorité des pays de la zone euro aient connu des difficultés tandis que l'Allemagne s'en sortait plutôt bien a fait pencher le rapport de forces en sa faveur. Mais c'est une situation provisoire. Même si la structure de l'économie allemande est satisfaisante, je vous rappelle que son taux de croissance ne sera que de 0,8 % cette année. Je pense donc que le moment est venu pour les autres pays d'exiger une souveraineté partagée. Ils doivent admettre leurs propres difficultés, mais sans pour cela développer un sentiment de culpabilité face à l'Allemagne. D'autant que pour obtenir une croissance sans inflation ni endettement, les pays devront emprunter des chemins différents, même s'ils vont tous dans la même direction. Les structures économiques ne sont pas identiques...

Croyez-vous que l'Allemagne comprenne cela ? Jusqu'ici, le remède a été le même pour les différents pays.

Elle le comprend de mieux en mieux. Évidemment, il va y avoir des élections en septembre dans ce pays et cela ne facilite pas les choses, mais je ne désespère pas. Quand j'étais à la tête de la Commission, tous les pays comptaient.

C'était une autre époque...

Oui, mais il faut retrouver ce principe de fonctionnement. Pas avec un vieil homme de 88 ans, mais il y en a d'autres, plus jeunes et qui pensent comme moi, qui peuvent y parvenir.

Hollande a obtenu une sorte de compromis avec Merkel : l'austérité, mais aussi la croissance...

C'est une ouverture, mais nous ne pouvons pas en dire plus pour le moment. Le document est encore très vague, mais il a une ouverture. Les autres États membres de la zone euro doivent s'approprier ce texte, en s'appuyant sur ses points forts, pour réussir un rééquilibrage entre le soutien à la croissance à court et moyen terme, la consolidation des finances publiques et l'harmonisation progressive des systèmes fiscaux au sein de l'UEM.

Certains analystes estiment que l'accord franco-allemand vise surtout à garantir que la France fera des réformes structurelles.

Non, on ne peut pas dire cela. La discussion entre Français et Allemands a toujours été difficile, mais elle l'est encore plus actuellement en raison de la nette supériorité de l'économie allemande sur la française. Donc, que ce soit avec Sarkozy ou avec Hollande, les choses restent extrêmement compliquées. Néanmoins, les deux pays vont dans la bonne direction. Comme je l'ai expliqué devant la Fondation Gulbenkian le 5 juin dernier, il faut une coopération renforcée au sein de l'UEM pour la doter d'une capacité de décision rapide : il faudrait pour cela un président de l'Eurogroupe, un budget autonome de la zone euro qui constituerait - pour utiliser un terme que vous connaissez bien - une sorte de super-fonds de cohésion, et en troisième lieu un instrument de stabilisation du cycle économique. La création de ce super-fonds permettrait à des pays comme le Portugal, la Grèce, l'Espagne et d'autres de rétablir une structure [économique] pérenne, s'appuyant sur une base industrielle et des capacités de recherche suffisamment solides. Il est nécessaire de mettre en place ce que j'ai fait en son temps lors de l'adhésion du Portugal avec l'adoption du PEDIP (Programme spécifique européen de développement de l'industrie portugaise) : c'est cet esprit de cohésion qu'il faut déployer dans la zone euro, avec des moyens spécifiques.

Et vous pensez que l'Allemagne est prête à accepter ces propositions ?

S'il est vrai que l'incendie s'est un peu éloigné, nous sommes toujours au bord du gouffre.

Vous avez déjà dit cela il y a deux ans.

C'est vrai. En août 2011. Parce que l'on ne faisait rien, même les pompiers n'avaient pas de lance à eau. Je crois qu'à l'époque cela a un peu ébranlé les responsables car

il n'est pas dans mes habitudes de hausser le ton à ce point. Certaines choses ont été faites depuis, mais ce n'est pas encore suffisant.

Vous dites que l'économie allemande est très forte, peut-être parce qu'elle s'est mieux adaptée à la mondialisation, contrairement à la France et aux pays du Sud. C'est la véritable raison ?

Oui. Nous, qui ne sommes pas Allemands, nous ne pouvons pas espérer que ce pays aille mal pour que nos économies convergent. L'Allemagne a fait un effort considérable au cours de ces dix dernières années, mais elle a aussi bénéficié de son appartenance à la zone euro et de l'élargissement. Elle peut désormais sous-traiter dans les pays de l'Est, tels que la République tchèque, la Hongrie, la Bulgarie ou la Pologne. En revanche, les autres pays se sont laissés vivre et n'ont pas fait cet effort.

Nous pensions que l'euro nous protégeait...

Ce sont un euro fort et des taux d'intérêt faibles qui ont créé les bulles financières en Espagne, en Irlande et un peu ici, au Portugal. Mais ce qui vous distingue des autres, c'est que même dans la douleur, les Portugais veulent se sortir de cette situation, il règne ici un fort esprit civique. Les mesures de la troïka sont en cours d'application, peut-être avec un certain excès de zèle car il n'y a pas d'équilibre entre l'économie et la monnaie. Néanmoins, et pardonnez-moi de le dire, le Portugal est un bon élève. Mais ce bon élève n'a pas seulement besoin que l'incendie s'éloigne, il faut lui donner la force de reconstruire une économie durable pour les dix prochaines années. Cela, c'est le rôle de l'Europe.

Le problème, c'est qu'ici comme en Grèce ou en Espagne, le coût social est énorme. Et comme nous sommes en démocratie, il y a des limites à ne pas dépasser, même chez les bons élèves. Les démocraties ne supportent pas tout.

Vous avez raison de dire que la situation actuelle représente un risque pour la démocratie. Il y a des mouvements antieuropéens et populistes, mais aussi des mouvements initiés par des citoyens qui n'en peuvent plus. Il faut avoir tout cela en tête et les dirigeants européens doivent veiller à ce que ces pays ne franchissent pas la ligne rouge.

Vous croyez que les responsables en sont conscients ?

Jusqu'à présent, ils n'ont pas vraiment pris conscience de la situation.

Et la France ?

La France comprend mieux les problèmes de la Grèce, du Portugal ou de l'Espagne. Je dirais que 80 % de la classe politique française comprend parfaitement ce qui est en train de se passer, parce qu'elle se sent plus proche de ces pays du Sud de l'Europe. Il faut cependant trouver les bonnes solutions et aussi rallier l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et les Pays-Bas.

Comment expliquez-vous les difficultés économiques de la France ? Il y a une dizaine d'années, le pays était beaucoup plus compétitif. Que s'est-il passé ?

Dans le dernier rapport que j'ai rédigé en 2004 alors que je présidais le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, ma première conclusion fut que l'économie n'était pas assez compétitive. Et cela n'était pas dû uniquement à l'autre mal de l'économie française, à savoir le déficit public. Ce manque de compétitivité était déjà le problème numéro un de la France. Celui du déficit finira par être résolu et les Français le comprendront. En revanche, pour la compétitivité, les choses sont différentes : la question est de savoir si l'ADN des Français est capable de s'adapter au nouvel environnement concurrentiel qui est désormais le nôtre. D'ailleurs, je n'ai pas été le seul à attirer l'attention sur le problème de la compétitivité, dès le début des années 2000.

Il s'agit d'un problème complexe. Il est lié aux infrastructures, au système éducatif, aux capacités d'innovation et de R&D, mais aussi à l'ADN des chefs d'entreprise et à leur capacité à percevoir les évolutions. C'est, à mon sens, le problème fondamental de la France et c'est ce mal qu'il aurait fallu immédiatement attaquer à la racine pendant ces dix dernières années.

Par des réformes ?

Je vais vous donner un exemple : en France, nous parlons beaucoup du chômage des jeunes, qui est important mais n'a rien à voir avec la situation tragique du Portugal. Or, savez-vous combien d'élèves sortent de l'enseignement secondaire sans aucun diplôme ? 130 000. La Commission [européenne] n'en tient pas compte et ne parle que de ses « gadgets » habituels

pour réduire le chômage, alors que c'est un point essentiel. Quand ils quittent l'école sans diplôme, ils perdent confiance en eux, ils se demandent ce qu'ils pourraient bien faire. Lorsque nous avons fait une étude sur ces jeunes, nous avons même eu du mal à les trouver. Ils disparaissent dans la nature. Pourtant, c'est la cause principale du chômage des jeunes...

Ils sont marginalisés.

Tout à fait. À l'université, 20 000 jeunes abandonnent tous les ans leurs études à la fin de la première année. Peut-être par manque de motivation ou à cause d'une erreur d'orientation. Ce sont des faits qui pèsent sur la compétitivité. D'ailleurs, j'ai toujours pensé que c'était l'une des raisons de la forte compétitivité allemande. Elle n'est pas simplement liée à l'ADN, comme je l'ai dit de façon ironique tout à l'heure, mais aussi au système d'apprentissage allemand. Ce système d'alternance qui permet aux jeunes de trouver leur voie et d'acquérir simultanément des compétences théoriques et pratiques...

Vous pensez que les Allemands ont réglé cette question de façon plus efficace que les autres ?

En effet, et depuis assez longtemps. Depuis la réunification allemande, c'est un système qui fonctionne bien. Il a été critiqué à un moment, certains disaient qu'il ne générerait pas de savoir et qu'il était nécessaire de construire une école à grande vitesse, un TGV éducatif. Cependant, le système fonctionne toujours en Allemagne et il favorise en outre un bon climat social dans les entreprises, car les ingénieurs et les ouvriers ont suivi le même parcours d'études. Il est facile de critiquer l'Allemagne, mais il faut aussi comprendre les raisons de sa puissance économique.

Elle a fait ses devoirs avant les autres.

Sans vouloir me vanter, j'ai détecté ce problème relativement tôt. En 1971, j'ai promulgué une loi sur la formation des adultes (formation tout au long de la vie) pour permettre aux personnes ayant quitté l'école sans rien de concret de reprendre rapidement une formation, d'actualiser leurs connaissances et de trouver un nouveau travail. Aujourd'hui, en France, les dépenses de formation continue représentent 1,6 % du PIB, mais cet argent n'est pas toujours bien utilisé. L'éducation et le système d'alternance sont deux facteurs fondamentaux de compétitivité.

On dit souvent que la France n'aime pas les réformes, qu'elle n'aime que les révolutions...

Non... Quel est le discours politique ? Un rapport de la Commission dit qu'il faut faire des réformes. Le Conseil européen dit qu'il faut faire des réformes. Les gouvernements disent qu'il est évident que des réformes sont nécessaires. Mais quelles réformes ? Quelles réformes concrètes ? Les réformes doivent être adaptées au tempérament et à l'histoire de chaque peuple. Et cela, personne ne le dit. La Commission vient de présenter un rapport sur la France qui mélange des bonnes idées avec, par exemple, le changement du système notarial. Mais qui peut croire que c'est là le cœur du problème ? Les hauts fonctionnaires ne devraient pas venir trop souvent donner des leçons aux gouvernements.

Que les choses soient claires : je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas faire évoluer le système notarial ou mettre en œuvre d'autres réformes. Mais nous attendons des recommandations d'un autre ordre de la part de la Commission.

C'est un autre sujet important. Actuellement, la Commission est très loin d'avoir l'influence politique qui était la sienne à votre époque. Le président Hollande a réagi très durement à ces suggestions de la Commission.

Ce fut la « réaction du coq »... Il a raison pour les notaires, mais pas en ce qui concerne la recommandation de la Commission sur la nécessité d'un plan de consolidation budgétaire à long terme. Elle est dans son rôle. En revanche, quand elle s'occupe des régimes de retraite, elle a tort. La situation démographique et les régimes de retraite sont différents d'un pays à l'autre. Outre le fait que la Commission a perdu une partie de son influence, que ce soit à cause de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel ou encore en raison de la nomination d'un président permanent du Conseil européen, il faut aussi que ses fonctionnaires soient raisonnables lorsqu'ils analysent la situation de chaque pays, qu'ils ne soient ni trop technocrates ni trop prétentieux, mais qu'ils se contentent d'aller à l'essentiel en tenant compte des spécificités de chaque pays.

Ce que nous constatons aussi à l'occasion de cette crise, c'est que le centre de décision s'est déplacé : de Bruxelles, il est passé aux gouvernements, surtout à certains d'entre eux. Cela veut-il dire que la vieille méthode communautaire ne fonctionne plus et que le pouvoir est concentré au niveau du Conseil européen ?

Pas exactement. La Commission n'a qu'un droit d'initiative qu'elle doit utiliser à bon escient, mais elle n'a jamais eu de pouvoir de décision. Simplement, quand la Commission fonctionnait très bien, nous avions l'impression que c'était elle qui décidait parce que les gouvernements adoptaient ses propositions.

Quoi qu'il en soit, la Commission a aujourd'hui beaucoup moins de poids, elle est moins respectée, elle fait moins de choses. C'est un véritable problème.

Je vous laisse la responsabilité de votre conclusion.

Le président de la Commission est portugais, mais nous pouvons le critiquer.

En tant qu'ancien président de la Commission, je ne critique pas les personnes. Ce n'est pas mon rôle. Mon devoir est de défendre la Commission en tant qu'institution. D'ailleurs, dans notre think-tank *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, brillamment représenté ici [l'actuel président est António Vitorino], nous ne parlons jamais des hommes. Nous parlons des institutions. Nous sommes des défenseurs acharnés du bon fonctionnement des institutions et nous avançons des idées susceptibles de renforcer la force de proposition de la Commission, à elle de s'en emparer si elle le souhaite.

Avec l'ancien chancelier Gerhard Schröder, vous avez publié dans le *Wall Street Journal* un article sur la croissance et l'emploi. C'est le signe qu'il y a d'autres méthodes pour diriger l'Europe, même en Allemagne.

Dès la préparation de la création de l'euro en 1997, alors que les leaders européens de l'époque abandonnaient le volet économique, j'ai prévenu qu'il faudrait mettre en place un pacte de coordination des politiques économiques, en plus du pacte de stabilité. Je n'avais pas utilisé le terme de gouvernement économique pour n'effrayer personne. Pourtant, personne n'a voulu entendre, ils se sont limités au volet monétaire. En d'autres termes, l'UEM ne marchait que sur une jambe, la monétaire, et cela n'a pas changé depuis. Pendant les bonnes années, cela a fonctionné. La zone euro a ainsi créé 15 millions d'emplois entre 2001 et 2008. Mais maintenant, le système ne marche plus. S'il avait été efficace, nous

aurions dit en temps utile aux Grecs, aux Portugais, aux Espagnols et aux Irlandais : attention, vous êtes sur une mauvaise pente. D'ailleurs, il existait même les instruments pour le faire, mais l'Eurogroupe a laissé les bulles se gonfler. Bulle immobilière en Espagne, bancaire en Irlande... Le président de la Banque centrale européenne aurait pu intervenir, lui aussi. Mais non, la réaction générale a été d'une grande mollesse. Or, la zone euro ne peut pas vivre avec une gouvernance molle.

Dans ma vie professionnelle, j'ai beaucoup appris auprès de mes différents patrons. Alors que je devais rédiger des rapports, l'un d'entre eux m'a dit cette phrase formidable : « M. Delors, vous devez être inventeur de simplicité ». La démocratie, c'est la pédagogie et la simplicité. Quand les citoyens ne comprennent pas comment marche un système et, qu'en plus, ils souffrent, ils s'énervent et descendent dans la rue.

Ce à quoi on assiste de plus en plus en Europe. Comment jugez-vous les décisions de la BCE et de son président, dont tout le monde dit qu'elles ont évité un désastre ?

Dans le cadre actuel du Traité, et en tenant compte du regard potentiellement accusateur des Allemands, la BCE de Mario Draghi a fait un travail formidable. Elle a éloigné l'incendie et la spéculation des marchés, et ce, sans forcer le trait, sa politique n'a d'ailleurs pas provoqué d'inflation. Elle a découragé la spéculation et même donné un peu d'espoir aux peuples, à tel point que le Portugal a par exemple pu lancer une émission d'obligations avec succès. Tout ceci grâce au rôle pertinent de la BCE.

Sera-t-il nécessaire de modifier à l'avenir les statuts de la BCE ?

Non. Si un jour la BCE devient un simple exécutant des politiques, c'en est fini de la monnaie forte, c'en est fini de la rigueur et de la sagesse. Il faut la garder telle quelle car elle peut aussi faire preuve de talent et de souplesse. Draghi a d'ailleurs fait preuve d'un grand talent.

L'Europe est centrée sur sa propre crise tandis qu'ailleurs, le monde change à toute vitesse. Est-ce que l'Europe ne prête pas suffisamment attention au reste du monde pour, au moins, pouvoir s'y adapter ? Risque-t-elle de perdre de son influence ?

Nous vivons une grande mutation, l'une des plus importantes de l'histoire du monde. Des millions et des millions de personnes veulent manger à leur faim, se

soigner, produire, aller à l'école ou à l'université. Elles veulent pouvoir faire entendre leur voix, comme le prouve leur grande activité au sein de l'OMC. Face à cela, nous pouvons nous replier sur nos peurs, ce qui entraînera notre déclin. Ou au contraire, nous pouvons réagir de façon réfléchie, en analysant nos faiblesses et en nous ouvrant à cet autre monde, c'est ce qui nous permettra de penser à une rénovation de l'Europe. La construction européenne est une aventure fantastique du XX^{ème} et du début du XXI^{ème} siècle. Pourtant, elle n'aura de sens que si, après avoir su agir dans le monde des années 1950, nous savons nous adapter au monde d'aujourd'hui. Non seulement il faut être capable d'affronter avec une grande détermination la concurrence des autres, mais nous devons aussi être ouverts à ces mêmes autres et ne pas prétendre que seule l'Europe détient des valeurs universelles. Václav Havel l'a dit mieux que moi : l'Europe ne doit pas se penser comme puissance, mais comme référence. Une vision du monde, c'est ce qui fait le plus défaut à nos dirigeants. Ils ont conscience de l'évolution des rapports de force. Si vous leur parlez du Brésil, ils répondent : « Mais mon cher, je sais tout cela ». En revanche, ils n'en tirent aucune conclusion. Si nous continuons ainsi, nous ne pourrions pas éviter le déclin, et ce déclin ne sera pas agréable pour les générations futures. Il y a déjà longtemps que j'ai tiré le signal d'alarme face au fait que les générations adultes vivaient sans se préoccuper des jeunes. Nous en voyons aujourd'hui le résultat.

Politiquement, c'est terrible.

Politiquement terrible et financièrement insupportable. Résister au déclin, c'est aussi penser aux générations futures. C'est pour cela que les membres du Conseil ont récemment adopté un programme concret pour aider les jeunes au chômage, pour leur offrir une formation, un stage ou un emploi. Nous avons besoin d'un grand programme dont on se souviendra encore dans dix ans. Il ne s'agit pas de 100 000 jeunes, il faut s'occuper des 600 000 jeunes Européens. Serons-nous capables, non seulement de trouver l'argent, mais surtout de ne pas faire traîner les choses pendant quatre ou cinq ans avant de mettre en pratique ces dispositifs ?

Après cette crise, si l'Europe réussit à se relever et à regarder au-delà de ses frontières, sera-t-il possible de préserver l'essentiel de son modèle social en dépit des nouvelles conditions de concurrence ?

C'est parfaitement possible. Le modèle social européen n'est pas une contrepartie que nous abandonnerons face aux mutations du monde et aux nouveaux

pays émergents. En revanche, il nous faut comprendre que nous devons être plus productifs que les autres, plus inventifs que les autres et que nous devons, dans nos systèmes de sécurité sociale, combattre toutes les formes d'excès et de gaspillage. Il faut aussi prendre conscience que ces systèmes de sécurité sociale doivent donner davantage à ceux qui ont moins, aux marginalisés, qu'à ceux qui sont bien intégrés dans la société. Les réformes de la sécurité sociale doivent être menées dans cette optique. Tout le monde nous envie notre modèle social, c'est d'ailleurs pour cela que nos adversaires tentent de le détruire.

Si nous préservons les valeurs fondamentales de nos systèmes, si nous trouvons un bon compromis entre la puissance publique et les marchés, si nous cultivons nos capacités créatives et intellectuelles sans nous contenter de livrer la culture aux marchés, si nous maintenons nos spécificités – parce que l'Europe est riche de sa diversité –, alors nous aurons vingt ans devant nous pour répondre à cette question avec fermeté et détermination. À défaut, il est possible que subsiste dans vingt ans une organisation européenne faible, une « *loose confederation* » comme disent les Britanniques, que nous puissions encore parler d'Europe, mais ce sera une Europe du chômage, des musées, de la nostalgie...

C'est le risque que nous courons ?

Tout à fait. C'est le risque qui plane sur tout le navire européen. Si ceux qui sont aujourd'hui les plus forts croient qu'ils y échapperont, ils se trompent.

Pourtant, l'Allemagne considère qu'elle peut encore être très compétitive dans ce monde et, parfois, elle est tentée d'imposer sa volonté.

Depuis la chute du Mur, l'Allemagne n'a pas pu résister à la tentation de redevenir le centre du monde, avec une économie puissante, innovante et compétitive, avec sa capitale qui est redevenue l'une des plus importantes d'Europe. Cependant, les Allemands doivent être conscients de leurs limites. Près de 60 % des échanges commerciaux de l'Allemagne se font avec les autres États européens. Même d'un point de vue purement pragmatique, ils doivent comprendre qu'il n'est guère possible d'aller beaucoup plus loin, de même que les autres gouvernements européens auraient dû comprendre qu'ils allaient trop loin avec leurs déficits. Ce n'est pas seulement une question d'institutions, c'est aussi une question de personnes. Quelles sont les personnes capables, à la fois, d'aimer et d'admirer les Allemands tout en leur

disant au moment opportun : « Mes chers amis, ce n'est plus possible » ?

Dans le paysage politique européen actuel, nous voyons réapparaître des clivages entre le Nord et le Sud, avec des préjugés que l'on croyait définitivement enterrés, des propos outranciers sur la chancelière allemande et ce regard méprisant des pays du Nord sur les incapables du Sud. Tout cela va laisser des séquelles profondes. Comment pourrons-nous ensuite retrouver l'esprit européen ?

Ce qu'il nous faut, ce sont deux ou trois dirigeants qui empoignent leur bâton de pèlerin pour tenter de faire renaître le bon vieil esprit. Vont-ils le faire ? Peut-être que non. L'Europe traverse sans aucun doute la crise la plus grave de son histoire depuis la guerre de 1939-1945. Pourtant, elle peut s'en sortir. Ce n'est pas qu'une question d'institutions. Il ne suffit pas que le Portugal mette de l'ordre dans ses comptes publics, c'est une question de vision globale. Lorsque, par exemple, la France a décidé, à juste titre, d'intervenir au Mali pour éviter que ce pays tombe aux mains des terroristes, vous avez vu la réaction des autres pays européens...

Ils ont ignoré la démarche française....

Oui. Quand François Hollande est allé au Conseil européen, deux ou trois de ses homologues lui ont tapé dans le dos... L'Europe n'a pas de politique extérieure...

Et cela aussi c'est dramatique.

C'est encore plus difficile que de conduire une politique économique et sociale commune. En outre, la crise de l'euro a occulté la Grande Europe. Nous devons prêter attention aux pays qui ne sont pas dans la zone euro et leur dire que l'Europe des 27, et demain des 28, a bien un sens. Cette Europe-là, c'est un ensemble unique de pays qui ont décidé de partager leur souveraineté, qui garantit la paix entre eux, dont les citoyens peuvent circuler librement, avec un marché qui nous unit même s'il doit encore être approfondi. C'est une réalité ouverte sur l'extérieur, sur ses voisins, sur l'Afrique, qui aide les pays en développement, qui aide tous ceux qui souffrent des guerres et des tyrannies. C'est un motif de fierté, cette Grande Europe. Mais nous n'en parlons plus alors qu'il faut lui accorder toute la place qu'elle mérite. C'est une question de responsabilité morale et politique.

C'est aussi une question de leadership et de vision.

Absolument.

Vous avez travaillé avec François Mitterrand et Helmut Kohl. C'était différent ?

Oui. Mais les plans franco-allemands de l'époque (*rires*), il fallait aussi les amender un peu, voire les oublier. C'est le rôle de la Commission.

J'ai lu quelque part que vous avez invité le Royaume-Uni à sortir de l'Union européenne. Pourtant, cette Grande Europe que vous évoquez serait bien différente sans le Royaume-Uni. Et le poids de l'Allemagne y serait encore plus important.

Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ce que j'ai dit aux Britanniques était que, s'ils veulent sortir de l'Europe – j'insiste : s'ils le veulent, eux... Je ne les ai pas invités à en sortir, et je souhaite qu'ils restent. Mais s'ils veulent la quitter, dans ce cas je pense que l'Union européenne doit conclure avec eux un accord dans les domaines culturel, économique et commercial afin qu'ils fassent toujours partie de la grande famille européenne, mais dans d'autres conditions. J'ai dit cela aussi pour une autre raison. Quand nous discutons des perspectives financières pluriannuelles, les pays qui ne souhaitaient pas s'engager davantage ont reçu l'appui du Royaume-Uni.

J'ai une formule pour décrire ce phénomène, j'espère que vous ne la trouverez pas trop vulgaire : le Royaume-Uni a un grand frein et l'Union européenne a un petit moteur. Je ne veux pas que le Royaume-Uni soit le frein qui empêche l'Europe d'avancer.

Lorsqu'on parle du Portugal à Berlin, Bruxelles ou Paris, tout le monde affirme que nous faisons ce qu'il faut, que nous sommes à nouveau un « bon élève ». Nous, en revanche, nous ne voyons rien venir de bon, même pas une lueur d'espoir.

En ce qui me concerne, j'ai entendu dire que vous étiez de bons élèves. J'ajoute que les Portugais sont très travailleurs...

Mais peu productifs.

Oui, mais vous êtes endurants et c'est fondamental. Ce qu'il faudrait, c'est que l'Europe vous dise : vous êtes en train de faire cet effort, mais nous allons vous aider à préparer la croissance de demain. Mais cette aide n'est pas là. Par conséquent, cet équilibre entre croissance et rigueur est fondamental en ce moment. S'il était perceptible que l'Europe met en œuvre des programmes pour les jeunes et des programmes de modernisation de certains secteurs, nous commencerions à apercevoir quelques coins de ciel bleu et les gens reprendraient courage. Le problème, c'est que les choses ne se passent pas comme ça. L'Europe n'accompagne pas de façon stimulante et solidaire les efforts que font les pays en difficulté.

Aujourd'hui, que diriez-vous aux jeunes Européens sur la place de l'Europe dans leur vie et leur avenir ?

Je leur dirais que, si l'Europe suit le chemin du déclin, une minorité d'entre eux réussira peut-être à partir pour l'Australie ou le Brésil, mais que les autres subiront ce déclin, que leurs conditions de vie stagneront ou se dégraderont. Il y aura moins d'opportunités pour la recherche et la connaissance, et ils en subiront les conséquences.

Leur diriez-vous encore que l'Europe est la solution ?

Tout à fait. C'est encore la solution. Mais il faut aller vite. Durant les dix années qui viennent, il faudra donner le coup de rein nécessaire.

Nous voyons réapparaître le populisme, le nationalisme...

Partout, en effet. Face à ceux qui affirment que la solution doit être trouvée dans chaque pays, franchement, je ne crois pas que cela soit possible pour les pays européens.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • Notre Europe - Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction à partir du portugais : Danielle Conge • © Notre Europe - Institut Jacques Delors